



**OBJET** : Mise en place d'une obligation de marquer un temps d'arrêt appelé "STOP" avenue du Général Galliéni à son intersection avec l'allée des Chalets et la rue Charles Birette à Villemomble  
[Nomenclature « Actes » : 6.1 Police municipale]

Le Maire de Villemomble,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-24, L 2213-1 et suivants, L 2214-3, L 2521-1 et L 2521-2,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R 411-1 et suivants R 411-25, R 417-1 et suivants, R 417-9 et suivants,

**VU** la délibération n° 1 du 7 juillet 2023 relative au règlement du stationnement payant sur voirie,

**VU** la décision n°DC2023-50 relative au règlement du stationnement payant sur voirie,

**VU** l'arrêté n° 2006/14-ST, en date du 6 février 2006, limitant à 72 heures consécutives la durée du stationnement ininterrompu d'un véhicule sur la voie publique,

**VU** l'arrêté en date du 25 mars 1985 instituant la mise en place d'un stationnement unilatéral alterné dans toutes les voies de la Commune,

**CONSIDERANT** que pour améliorer la sécurité sur la voie publique et notamment réduire le risque d'accidents, il est nécessaire de créer une obligation de marquer un temps d'arrêt appelé « STOP » avenue du Général Galliéni à son intersection avec l'allée des Chalets et la rue Charles Birette à Villemomble,

## **ARRÊTE**

**Article 1er** : Les véhicules circulant avenue du Général Galliéni à Villemomble entre le boulevard d'Aulnay et la rue Robert Jumel, et dans ce sens, doivent marquer un temps d'arrêt appelé « STOP » à la limite de l'intersection avec l'allée des Chalets et la rue Charles Birette et céder le passage aux véhicules circulant dans ces voies à Villemomble.

**Article 2** : Les services municipaux seront chargés de la mise en place de la signalisation conforme au Code de la Route.

**Article 3** : Le présent arrêté prendra effet dès la mise en place de la signalisation conforme aux dispositions du Code de la Route.

**Article 4** : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés devant les tribunaux compétents.

**Article 5** : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois par courrier, 7 rue Catherine Puig - 93558 MONTREUIL Cedex ou sur l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).





**Article 6** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Messieurs les Officiers du Corps de Sapeurs-Pompiers de Villemomble.

**Article 7** : Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, à :

- Madame le Commissaire de Police du Raincy/Villemomble,
- Service Police Municipale,
- CTM Logistique.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
093-219300779-20251205-18115-AU-1-1  
Acte certifié exécutoire  
Réception par le préfet : 8 décembre 2025

Fait à Villemomble, le 5 décembre 2025

Le Maire  
Conseiller départemental de la Seine-Saint-Denis



Jean-Michel BLUTEAU

